

### Nouvelles des Églises adventistes

- 2 **Budapest, Hongrie** – Le forum annuel ADRA Europe promeut une plus grande collaboration, un plus grand impact.
- 3 **Florida, États-Unis** – En Haïti, l'Église adventiste lance Hope Channel Inter Amérique dans les principales villes.
- 4 **Collonges-sous-Salève, France** – Des experts de l'ONU à Collonges-sous-Salève pour parler de « la foi pour les droits ».
- 4 **Maryland, États-Unis** – L'Église adventiste du septième jour adopte une nouvelle promesse « Image de marque ».

### Liberté religieuse

- 5 **Maryland, États-Unis** – Un nombre sans précédents de migrants et de réfugiés signifie de nouveaux défis pour la Liberté Religieuse.
- 6 **Collonges-sous-Salève, France** – Campus adventiste du Salève : Anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- 7 **Brésil** – Les étudiants brésiliens ont maintenant le droit de ne pas se présenter aux examens et aux cours le jour du sabbat (samedi).
- 7 **Vienne, Autriche** – Libérer les musulmans de la haine : une boîte à outils pour l'Europe.
- 8 **Paris, France** – Loi de 1905 : Les évangéliques entendus par la chargée des cultes du ministre de l'Intérieur.
- 8 **Monde** – Persécution : L'Alliance évangélique mondiale dénonce les persécutions des minorités.

### Service de presse adventiste

(Service de communication adventiste francophone)  
BP 100  
30, avenue Émile-Zola  
77193 Dammarie-les-Lys Cedex,  
France

### Rédaction

Tél. : 01 64 79 87 00  
Fax : 01 64 79 87 19  
communications.ufb@adventiste.org

*Les communiqués peuvent être reproduits avec mention de la source : BIA*

**Site web** : [www.adventiste.org](http://www.adventiste.org)

### Directeur de publication

Pedro TORRES

### Rédaction

Pedro TORRES

### Correspondants

Jérémie ROSSETTI  
Karine ELOIDIN  
Jeroen TUINSTRA  
Rickson NOBRE  
Corrado COZZI

### Secrétaire de rédaction

Dina LAMBERT

### Abonnements - Expéditions

Dina LAMBERT

### IMPORTANT :

Dès Janvier 2019 le BIA ne sera disponible qu'en format numérique (PDF) et également GRATUIT. Abonnez-vous en suivant ce lien ou en flashant ce code :

<http://bit.ly/abonnerbia>



## Nouvelles des Églises adventistes

*(TED / BIA) – Budapest, Hongrie – Le forum annuel ADRA Europe promeut une plus grande collaboration, un plus grand impact.*

Les dirigeants de l'Agence Adventiste de Développement et de Secours (ADRA) en Europe se sont réunis pour discuter de nouvelles approches pour avoir un plus grand impact à travers le monde, lors de la réunion annuelle du forum de l'agence à Budapest, Hongrie, du 22 au 25 octobre 2018. Leur objectif était d'accélérer les efforts visant à promouvoir le bien-être des personnes défavorisées et de construire un réseau ADRA plus fort, ont déclaré les dirigeants.

Les directeurs nationaux d'ADRA Europe, ainsi que les responsables d'ADRA International et d'ADRA Europe, se sont réunis pour le forum ADRA Europe, qui combine les réunions du comité exécutif et de planification. Trente pays européens accueillent actuellement des bureaux nationaux d'ADRA, et 25 directeurs nationaux, ou leurs représentants, étaient présents aux réunions. Six d'entre eux étaient nouveaux dans leur rôle.

### À la recherche d'un plus grand impact

ADRA Europe a été restructurée en 2016 pour regrouper les différents bureaux sous un même toit, ce qui a facilité les efforts conjoints et les projets de collaboration entre les pays, ont indiqué les dirigeants. Le nouveau modèle a également apporté une nouvelle façon de penser et de rêver, ont-ils dit, permettant aux bureaux d'accélérer leur impact, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Les dirigeants d'ADRA International ont souligné que l'accès à l'éducation est en train de devenir un thème majeur pour ADRA à travers le monde, et les bureaux européens se joignent aux efforts pour soutenir les enfants et les jeunes défavorisés qui n'ont pas accès à l'éducation. D'importantes améliorations sont également en cours dans le domaine de l'intervention d'urgence. Alors que le rythme des catastrophes semble s'accélérer, les dirigeants ont déclaré que des efforts plus professionnels et mieux coordonnés apportent de l'espoir et sauvent plus de vies que jamais auparavant. Au terme de ces trois jours de réunions, un groupe de professionnels d'ADRA récemment recrutés a poursuivi un cours de formation sur les situations d'urgence.

Des rapports ont été présentés sur le travail plus routinier mais important d'ADRA, présenté par **Raafat Kamal**, président de la Division transeuropéenne et président du conseil d'administration d'ADRA Europe, **Norbert Zens**,

trésorier de la Division intereuropéenne, et **João Martins**, directeur exécutif d'ADRA Europe.

### Une théologie de la compassion

**Jonathan Duffy**, président d'ADRA International, a parlé de la théologie de la compassion, notamment des tendances mondiales récentes et du rôle des organisations confessionnelles dans le développement et l'aide humanitaire. Il a rappelé aux participants que récemment, les experts du développement mondial ont pris conscience que les organisations confessionnelles jouent un rôle important dans la résolution de certains des problèmes les plus urgents de la société actuelle.

« Plus de 85 % de la population mondiale est affiliée à une organisation religieuse, a dit M. Duffy. « Les chefs religieux sont parmi les plus influents. Si la société mondiale est déterminée à atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030, alors les chefs religieux sont parmi ceux qui vont apporter le changement souhaité ».

Duffy et son équipe élaborent les fondements théologiques de la justice sociale et défendent activement la justice au sein des organisations confessionnelles.

Modèles opérationnels, image de marque et collecte de fonds

**Michael Kruger**, vice-président des finances d'ADRA International, a présenté de nouveaux modèles d'affaires avec un accent particulier sur le social business. **Matthew Siliga**, vice-président du marketing et du développement, a animé des ateliers et des présentations sur l'image de marque, la collecte de fonds et les nouvelles technologies.

« La société contemporaine évolue rapidement et de nouveaux modèles de financement du développement sont en cours d'élaboration », a souligné Mme Siliga. « ADRA teste et développe de nouvelles technologies pour apporter des changements sociaux positifs aux communautés locales ».

Citant les fréquentes occurrences d'urgences humanitaires et de catastrophes dans le monde, **Mario Oliveira**, directeur de l'Unité de gestion des urgences d'ADRA International, a présenté des modèles d'intervention et dirigé des discussions sur la manière d'améliorer la rapidité et l'efficacité des interventions et de sauver ainsi davantage de vies.

### Collaboration et bénévoles

Les dirigeants ont discuté des stratégies de programme et des modèles de collaboration entre les bureaux sur le territoire européen. Une nouvelle initiative mondiale de plaidoyer a été présentée et les employés et bénévoles des bureaux d'ADRA ont été invités à se joindre aux

efforts de plaider en faveur des personnes défavorisées, marginalisées et en situation de pauvreté.

Les bénévoles sont une ressource vitale dans le travail d'ADRA en Europe, ont déclaré les dirigeants d'ADRA lors de présentations sur la gestion des bénévoles et l'engagement bénévole, au cours desquelles ils ont également mené des discussions pratiques sur la valeur et le rôle des bénévoles.

Les réunions annuelles d'ADRA en Europe sont également l'occasion pour les dirigeants de passer du temps avec leurs collègues, de partager des défis et des idées, de rechercher des opportunités de partenariat et de s'encourager mutuellement, ont déclaré les organisateurs.

M. Martins a déclaré qu'il estimait que l'occasion de rencontrer tous les directeurs de pays européens d'ADRA était un privilège, et il a ajouté qu'il était satisfait du résultat. "Nous pouvons voir les progrès accomplis, partager les bonnes expériences et apprendre ensemble comment faire progresser ADRA en Europe", a-t-il déclaré. "Ensemble, nous pouvons mieux servir l'humanité pour que tous puissent vivre comme Dieu l'a voulu."

----

*(DIA / BIA) – Florida, États-Unis – En Haïti, l'Église adventiste lance Hope Channel Inter Amérique dans les principales villes.*

Après près de deux années passées à établir les bonnes connexions avec la compagnie du câble, l'Église adventiste du septième jour en Haïti a récemment lancé Hope Channel Inter Amérique dans le cadre d'une démarche visant à proclamer le message de l'évangile aux millions de personnes habitant sur l'île. Les dirigeants locaux de l'église considèrent comme une véritable bénédiction et une étape décisive le fait d'avoir pu lancer la chaîne de télévision lors de deux services religieux spéciaux qui se sont tenus le 10 novembre 2018 et ont été diffusés en direct depuis Port-au-Prince.

« Cela fait plusieurs années que cela est en préparation, mais nous louons Dieu de pouvoir accomplir la mission de l'Église en proclamant l'évangile du salut au moyen de la télévision, » a déclaré **Pierre Caporal**, président de l'Église adventiste en Haïti, alors qu'il s'adressait à des milliers de membres lors du service du matin du Temple Adventiste n° 1.

Espérance TV, une chaîne du réseau Hope Channel Inter Amérique, basée en Martinique, diffuse désormais une programmation de l'Église adventiste du septième jour en français 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 depuis l'Union des Antilles et de la Guyane françaises. Espérance TV a retransmis le service en direct via sa liaison

partagée avec Télé Haïti, l'une des compagnies de câble les plus anciennes et les mieux établies en Haïti, et couvrant les deux plus grandes villes de l'île, Port-au-Prince et Cap-Haïtien.

Le service de trois heures a vu la participation de pasteur **Ted N.C. Wilson**, président de l'Église adventiste mondiale, et de pasteur **Elie Henry**, président de la Division Inter Américaine, tous deux présents à l'occasion des rencontres administratives de fin d'année de l'Inter Amérique. Les dirigeants adventistes ont félicité les responsables locaux et les membres pour leur dévouement au ministère par la télévision.

La chaîne en français a également retransmis un service spécial dans l'après-midi au stade du Parc Sainte-Thérèse de Pétienville. Le service comprenait des baptêmes et des activités d'évangélisation dans les quatre principales régions ecclésiastiques de l'île, ainsi que des interventions musicales et l'installation officielle de la nouvelle administration de la Division Inter Américaine (DIA), une des branches régionales de la direction mondiale de l'Église adventiste.

Pasteur Wilson a encouragé les membres à continuer à faire partie intégrante de l'Église adventiste du septième jour et les a encouragés à embrasser le ministère de la télévision de la même manière qu'ils ont adopté Radio Espérance, la station de radio de l'église qui fonctionne depuis plus de 37 ans, ainsi que le service missionnaire à travers ses institutions éducatives et sanitaires et ses écoles dans le pays.

« Ce ministère télévisuel enseignera à des centaines de milliers de personnes la vérité de l'évangile, » a déclaré pasteur Wilson. « Il deviendra un instrument de joie et de paix, mais surtout un instrument de salut pour le peuple haïtien. »

Ce message d'espoir est au cœur de la mission de Hope Channel Inter Amérique et continue de se développer dans tout le territoire, a déclaré **Abel Márquez**, directeur exécutif de Hope Channel Inter Amérique. Abel Márquez a félicité les dirigeants pour avoir persévéré et rejoint les 18 pays et îles qui diffusent le message d'espérance à des millions de personnes sur tout le territoire en anglais, en espagnol et en français.

« C'est une grande avancée maintenant que la programmation de Hope Channel parvient aux villes les plus importantes d'Haïti dans le cadre de la mission de l'Église, » a déclaré Abel Márquez. « Cela contribuera à présenter l'image de l'Église dans la région avec le soutien social et spirituel que notre message offre à des millions de téléspectateurs. »

« L'utilisation par l'Union Haïtienne de cette ressource télévisuelle et la collaboration de l'Union des Antilles et de la Guyane Françaises dans la production et l'assistance technique pour

le lancement constituent un excellent résultat du travail d'équipe encouragé dans notre réseau de collaborateurs qui travaillent à la réalisation de la mission, » a déclaré Abel Márquez.

Pasteur Caporal a déclaré que l'église voulait travailler à la collecte de fonds pour la construction d'un studio dans lequel elle pourrait créer des programmes télévisés qui seraient diffusés par la chaîne en français.

Pour en savoir plus sur Hope Channel Inter-Amérique en Haïti et sur tout le territoire de la DIA, visitez le site [hopetv.interamerica.org](http://hopetv.interamerica.org)

-----

*(BIA-AIDLR) – Collonges-sous-Salève, France –*  
**Des experts de l'ONU à Collonges-sous-Salève pour parler de « la foi pour les droits ».**

Les 13 et 14 décembre 2018, le Campus adventiste du Salève à Collonges a accueilli une rencontre à l'initiative du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) pour travailler sur des ressources de sensibilisation et de formation aux droits de l'homme pour les acteurs de la foi.

Alors que 2018 marque les 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme, cet atelier d'experts se situait dans la dynamique du plan d'action de Rabat 2012 et de la déclaration de Beyrouth 2017 et ses 18 engagements de la foi pour les droits. En effet, non seulement il est possible de reconnaître certaines racines religieuses aux droits de l'homme, mais les différentes religions et les acteurs de la foi peuvent être des moteurs dans l'appropriation et l'application des droits humains. Il y a une tendance actuelle à favoriser une vision très sécularisée des droits de l'homme et de voir les religions plus comme partie du problème alors qu'elles ont en fait un rôle non négligeable à jouer dans la solution.

Le profil des 36 experts participants à ce colloque était très pluriel, permettant de faire émerger des idées et des apports variés. En plus des permanents du bureau des droits de l'homme de l'ONU, sous la direction d'**Ibrahim Salama** et de **Michael Wiener**, deux rapporteurs spéciaux étaient présents : le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction et le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités. Ont également participé des membres d'organes de traités, responsables d'organisations non gouvernementales, des universitaires, des diplomates, mais aussi des artistes, des leaders religieux, des théologiens, des juristes... venant du Moyen-Orient, Afrique du Nord et des quatre coins de la planète et tous impliqués ou intéressés par les rapports entre religions et droits humains.

Ce n'est pas anodin que cette rencontre se soit passée dans une école, et notamment dans une école où la foi a une place importante. L'existence sur le Campus adventiste du Salève de Collonges du Centre international pour la liberté religieuse et les affaires publiques a contribué à la tenue de cette rencontre de l'ONU à Collonges. Du reste, la rencontre des experts du HCDH - ONU sur le Campus adventiste du Salève a été un événement exceptionnel pour le monde universitaire adventiste.

Les deux journées ont permis des débats intenses, dans un esprit d'écoute et de partage très constructifs. La complexité du sujet n'a pas été évitée, mais le désir commun de tous les participants que les acteurs religieux soient proactifs en termes de droits humains était manifeste, que ce soit en lien avec la défense des libertés de conscience et de religion, le droit d'en changer, mais aussi de respecter les minorités, de prôner l'égalité homme-femme, de défendre les droits des enfants, ou finalement de promouvoir différents types de dialogue.

L'approche méthodologique de cette rencontre a intégré des moments de discussions et débats en plénières, mais aussi des témoignages d'expériences en cours, des ateliers de brainstorming en petits groupes ainsi qu'une soirée où l'art était en première ligne, que ce soit au travers de la musique ou de la calligraphie.

Il est encourageant de voir que le respect, la liberté et un véritable dialogue se vérifient déjà au niveau des experts qui font des projets, car c'est probablement le premier pas essentiel pour que tous les acteurs, notamment les acteurs de la foi, soient moteurs d'un vécu authentique et effectif des droits humains.

Cette rencontre était donc la première étape en vue de la préparation de ressources de formation, utiles pour que « la foi et les droits » soient en synergie. Les bases ont été posées à Collonges ; nul ne doute que l'aboutissement de ce travail sera une contribution appréciable en vue de relations apaisées entre groupes religieux et autorités publiques, entre croyants théistes, non théistes, athées ou autres et entre les religions.

-----

*(BIA-AIDLR) – Maryland, États-Unis –*  
**L'Église adventiste du septième jour adopte une nouvelle promesse « Image de marque ».**

« Nous pouvons vous aider à comprendre la Bible pour trouver la liberté, la guérison et l'espérance en Jésus ». « L'image de marque » adventiste envoie une réponse claire de ce que le public du monde entier peut attendre de toutes les entités et de tous les membres adventistes.

La promesse adventiste vise à délivrer un message transparent sur ce que le mouvement représente et cherche à laisser comme impression durable sur les gens au 21<sup>e</sup> siècle.

Il s'agit d'une image de « marque » que les organisations du monde entier utilisent pour expliquer clairement ce qu'elles offrent à leurs « clients », à leurs sympathisants et aux membres du public en général. Cela permet de donner une position claire de l'entreprise et à expliquer les avantages tangibles qu'elle propose à la clientèle.

La promesse est délibérément courte et met l'accent sur les besoins des personnes plutôt que sur une longue description de l'Église, de ses institutions et de son histoire. L'image de marque place le public au centre de l'attention, l'Église jouant un rôle de mentor pour aider les lecteurs à comprendre les Écritures.

« La Bible est le fondement de notre compréhension de Dieu. C'est sa Sainte Parole. C'est la Parole écrite qui nous indique la Parole vivante, Jésus-Christ. Si vous voulez connaître la volonté de Dieu pour votre vie, vous devez lire sa Parole, comprendre sa Parole, et accomplir sa Parole, tout cela par une humble prière de votre part et par la conduite du Saint-Esprit dans votre vie, » dit le Président de l'Église adventiste du septième jour **Ted N C Wilson**. « Jésus a dit dans Jean 17:17 : « Sanctifie-les par ta vérité. Ta parole est vérité. » C'est pourquoi, il est si important que nous étudions et comprenions individuellement la Bible pour nous-mêmes alors que nous attendons avec impatience le retour prochain du Christ. »

« L'image de marque » adventiste est le fruit de centaines de conversations avec des responsables d'églises et des membres du monde entier. Le but était de communiquer ce que fait l'Église adventiste d'une manière qui tranche à travers le paysage médiatique dense, bruyant et moderne. Tous les canaux médiatiques de la dénomination sont instamment priés de la communiquer comme l'image de marque centrale de l'Église.

« Il est facile de s'exprimer, mais il n'a jamais été aussi difficile de se faire entendre », a déclaré **Sam Neves**, Directeur associé de la communication de la Conférence générale (direction mondiale de l'Église adventiste).

Neves a souligné l'importance d'avoir un message clair qui définit l'Église : « Nous n'avons que quelques secondes pour laisser une impression durable de la façon dont nous pouvons les servir ».

Les membres de l'Église à travers le monde sont appelés à aider à tenir la promesse adventiste en aidant activement les gens à comprendre la Bible. Neves a averti que le public perdra confiance dans l'Église adventiste si les dirigeants, les institutions

et les membres sont perçus comme ne respectant pas la déclaration.

Pour tenir l'image de marque adventiste, il est important de se concentrer sur les individus (à l'extérieur) plutôt que sur l'Église, a dit Neves. « Il s'agit d'eux. Notre image de marque ne s'adresse pas à nous-mêmes, c'est une image qui leur est dédiée à eux. Nous ne sommes pas le héros. »

Les adventistes peuvent aider leurs amis et voisins à comprendre la Bible pour eux-mêmes en allant au-delà de la simple étude intellectuelle de la Bible. Ceci peut être réalisé en les invitant à se joindre aux membres dans leurs maisons et églises, pour les aider à faire l'expérience d'un sens de la communauté chrétienne pendant qu'ils étudient la Bible.

Ce n'est pas le rôle de l'Église d'apporter la liberté, la guérison et l'espérance, a dit Neves. Il soutenait que l'image de marque adventiste s'engageant à faire comprendre la Bible pour qu'ils apprennent à connaître Jésus par eux-mêmes et, à travers Lui, trouvent l'espoir qu'ils ont désiré.

L'Image de marque Adventiste a été approuvée par le Comité administratif de la Conférence générale pour devenir le message central d'adventist.org. Il a été présenté aux dirigeants mondiaux de l'Église lors de l'Assemblée annuelle de l'automne dernier.

-----

## Liberté religieuse

(BIA - IRLA) – Maryland, États-Unis – **Un nombre sans précédents de migrants et de réfugiés signifie de nouveaux défis pour la Liberté Religieuse.**

Alors que le nombre de migrants et de réfugiés dans le monde continue d'augmenter, un groupe de spécialistes réunis le mois dernier par l'Association internationale pour la liberté religieuse (IRLA) affirme qu'il faut faire davantage pour relever les défis liés à la liberté religieuse.

La 19<sup>e</sup> réunion d'experts de l'IRLA, qui s'est tenue à Cordoue, en Espagne, a réuni des chercheurs renommés de diverses disciplines universitaires pour étudier cette question. Mais les sujets abordés n'avaient rien d'académique pour les millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuient actuellement la pauvreté, la violence ou la persécution religieuse, selon le secrétaire général de l'IRLA, **Ganoune Diop**.

« La gestion des migrations, avec toutes les difficultés qu'elle comporte, physiques, juridiques et sociales, est reconnue comme l'un des défis les plus urgents et les plus perplexes de notre époque », a déclaré Diop. « Mais le tableau est incomplet si nous ne comprenons pas à quel point

la pratique et l'identité religieuses se recoupent souvent avec ces questions. »

Il souligne que dans de nombreuses régions du monde, du Myanmar au Nigeria, en passant par la Syrie et l'Irak, l'hostilité ou la violence motivée par la religion contribue à stimuler la migration. Mais les conflits d'identités religieuses et sociales qui surviennent souvent plus tard, à mesure que les migrants et les réfugiés sont absorbés dans de nouvelles cultures, constituent également un défi, selon Diop.

« Ce processus d'intégration soulève des questions très pratiques et évidentes dans de nombreux pays occidentaux, telles que l'octroi de permis pour la construction de temples ou de mosquées, les relations sociales et juridiques avec ceux qui portent des vêtements religieux, comme le hijab, ou même l'autorisation de l'abattage traditionnel des animaux », a déclaré M. Diop. « La présence et les pratiques des minorités religieuses sont parfois perçues comme des clivages dans la société, menaçant l'unité nationale et les traditions. »

Lors de la réunion d'experts de l'IRLA, des spécialistes ont présenté des exposés sur ces sujets et sur bien d'autres, notamment sur les raisons pour lesquelles les organisations confessionnelles devraient s'intéresser aux questions relatives aux migrants et aux réfugiés et comment elles peuvent mieux collaborer. D'autres intervenants se sont penchés sur des questions propres à certaines régions du monde, comme l'Europe, l'Amérique latine et l'Amérique du Nord.

La Réunion d'experts est un événement annuel de l'IRLA, une organisation fondée par l'Église adventiste du septième jour en 1893 et qui travaille aujourd'hui dans le monde entier pour promouvoir la liberté de religion ou de conviction pour tous les peuples, quelles que soient leurs traditions religieuses. La réunion de cette année était également coparrainée par le ministère espagnol de la Justice et le ministère des Affaires étrangères. Les communications présentées à la réunion de Cordoue seront publiées l'année prochaine dans la revue *Fides et Libertas*, la revue universitaire de l'IRLA.

Lors de la réunion de cette année, l'IRLA a rendu hommage à **Alberto de la Hera**, professeur et collaborateur de longue date de l'IRLA. Professeur de la Hera est professeur émérite de droit canonique et d'histoire du droit à l'Université Complutense de Madrid et ancien directeur général des affaires religieuses du ministère espagnol de la Justice. L'ambassadeur **John Nay**, président de l'IRLA, a remis au professeur de la Hera une plaque qui reconnaît ses nombreuses années de travail scientifique dans le domaine de la liberté religieuse et ses importantes

contributions aux événements et activités de l'IRLA.

Parmi la vingtaine de conférenciers qui ont présenté des exposés à la réunion, il y avait : **Silvio Ferrari**, Université de Milan ; **Cole Durham**, Brigham Young University ; **Raimundo Barreto**, Princeton University ; **David Little**, Harvard University ; **Rosa Maria Martínez de Codes**, Complutense University ; **Blandine Chellini-Pont**, Aix-Marseille University ; **Nicholas P. Miller**, Andrews University.

La Réunion d'experts se tient en un lieu différent chaque année. Les dernières rencontres ont eu lieu à l'Université Harvard et à l'Université de Princeton aux États-Unis, et la réunion d'experts de l'an prochain aura lieu au Maroc.

----

(BIA-AIDLR) – Collonges-sous-Salève – **Collonges-sous-Salève, France – Campus adventiste du Salève : Anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.**

À l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, le Centre international pour la liberté religieuse et les affaires publiques CILRAP, a organisé sa deuxième Journée des droits de l'homme, le 8 décembre 2018, au Campus adventiste du Salève (Collonges-sous-Salève, France). Les invités de cet événement étaient **M. Jean Arnold de Clermont** (président de l'Observatoire Pharos et ancien président de la Fédération protestante de France et de la Conférence européenne des Églises), **M. l'ambassadeur Ibrahim Salama** (chef du Service des traités et du Conseil au Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies, HCDH) et **M. Gabriel Goléa** (secrétaire général de l'Union franco-belge des Églises adventistes).

Le CILRAP a organisé également, en partenariat avec le HCDH, la première marche de « la Foi pour les Droits », le 9 décembre 2018, entre Genève et Collonges-sous-Salève, représentant divers groupes religieux ont visité une exposition des calligraphies de **Abdelrazzak Fadloun** sur les 18 engagements de « la Foi pour les Droits ». Ils ont aussi assisté, après les interventions de MM. **John Graz** (directeur du CILRAP), **Eric Ackermann** (Communauté israélite de Genève) et **Hafid Ouadiri** (Fondation de l'Entre-Connaissance), à un concert sur le thème des 18 engagements de « la Foi pour les Droits », avec **Mme Ursula Loizides** à la flûte, **MM. Michael Wiener** au piano et John Graz comme récitant. Ces deux événements qui ont eu lieu sur le campus adventiste du Salève ont été possible grâce à la coopération du HCDH l'agence des Nations unies pour la promotion et la défense des Droits de l'homme. Confirmant ce partenariat

historique pour le Campus adventiste du Salève, une rencontre d'experts choisis par le HCDH a eu lieu les 14, 15 décembre sur ce même campus. Selon John Graz, directeur du CILRAP : « C'est une coopération que nous avons du mal à imaginer il y a une année alors que le CILRAP faisait ses premiers pas. » Le président du Campus de son côté a déclaré : « Avec le programme du HCDH La foi pour les droits, et le séminaire d'experts qui suit, le campus adventiste du Salève se trouve en première ligne au plan international pour la promotion de la liberté religieuse. »

Le même jour, le 9 décembre la chaîne nationale française, France 2, diffusait de Paris, un programme protestant sur les Droits de l'homme avec John Graz parmi les invités.

-----

*(Adventist World/ BIA) – Brésil – Les étudiants brésiliens ont maintenant le droit de ne pas se présenter aux examens et aux cours le jour du sabbat (samedi).*

Les défenseurs de la liberté religieuse au Brésil pensent qu'un projet de loi récemment adopté par une commission de la Chambre des députés -la Chambre basse du pays- est une étape importante pour les étudiants qui observent le sabbat biblique du septième jour dans cette nation sud-américaine. Les membres du Comité de la Constitution, de la justice et de la citoyenneté (CJC) ont adopté le projet de loi 130 de la Chambre des communes le 27 novembre 2018. Le projet de loi traite de l'administration des examens et de la fréquentation scolaire des élèves qui ne peuvent se présenter pour des raisons religieuses et de liberté de conscience.

Le projet de loi, rédigé par le Sénat, a reçu une « approbation définitive », ce qui signifie qu'il ne sera pas soumis à une séance plénière de la Chambre mais attend maintenant la signature du président. Il est prévu qu'après sa signature par le président, le texte du projet de loi sera inclus en tant qu'article 7-A dans la loi sur les directives et les bases de l'Éducation nationale.

#### **Ce qu'il contient**

Les dirigeants ont déclaré qu'en pratique, les élèves qui fréquentent les écoles publiques ou privées disposent désormais pour le sabbat d'un instrument juridique qui garantit leur liberté de conscience et la prise en compte de leurs croyances religieuses. « Le texte prévoit le droit pour les étudiants de tous niveaux - sauf dans l'enseignement militaire - de sauter des examens ou des cours le jour de leur culte lorsque leur foi s'oppose à de telles activités », ont-ils expliqué.

Le CCJ, qui a discuté du projet de loi, a inclus des solutions de rechange auxquelles les écoles qui

accordent des exceptions peuvent recourir. Parmi ces alternatives, mentionnons les examens ou les cours de remplacement et la proposition d'autres dates pour répondre aux exigences de la classe. Ils ont également dressé la liste des projets de recherche de remplacement, avec le sujet, les objectifs et les échéances définis par chaque établissement d'enseignement.

Les documents officiels montrent que le représentant **Marcos Vinícius de Campos** a proposé un projet de loi similaire en 1997. Selon les archives de la Chambre fédérale, cependant, ce projet de loi a été déposé et finalement déposé en février 1999.

#### **Liberté religieuse garantie**

Le parrain du projet de loi au CCJ, la députée fédérale **Maria do Rosário**, a examiné la nature du respect de la liberté d'expression religieuse. Elle a souligné que l'article 5 de la Constitution brésilienne garantit que la liberté religieuse est inviolable et doit être sauvegardée. Et elle a ajouté : « Nul ne sera privé de ses droits à cause de ses croyances religieuses ou de ses convictions philosophiques ou politiques. »

Le directeur des affaires publiques et de la liberté religieuse (PARL) de la Division sud-américaine, **Helio Carnassale**, a déclaré que cette approbation était une victoire majeure pour la liberté religieuse, en particulier pour les milliers d'étudiants qui observent les fêtes religieuses. Il a également rendu hommage à ceux qui ont contribué à ce résultat. « Beaucoup y ont contribué au fil des ans y compris des représentants et des responsables d'Églises », a-t-il dit en citant certains par leur nom.

Les dirigeants de l'Église ont expliqué qu'il est difficile de déterminer combien d'étudiants bénéficieront de cette nouvelle mesure législative. Il y a cependant un chiffre révélateur associé au projet de loi.

« La dernière enquête menée par le ministère de l'Éducation a révélé qu'environ 100 000 élèves observant le sabbat ont passé l'examen national des lycées au Brésil », ont-ils dit.

-----

*(FRA Europe) – Vienne, Autriche – Libérer les musulmans de la haine : une boîte à outils pour l'Europe.*

Un nouvel outil en ligne pour aider à libérer les musulmans de la haine vient d'être publié par la FRA (European Union Agency for Fundamental Rights). La base de données sur la haine antimusulmane contient des informations faciles à utiliser sur les crimes de haine, les discours de haine et la discrimination contre les musulmans dans l'UE.

Compte tenu des préoccupations suscitées par les incidents dirigés contre les musulmans, la base de données (\*) aidera les États membres à faire face à la haine antimusulmane. Il vise à élargir la base de connaissances mise à la disposition des décideurs et des praticiens afin qu'ils puissent élaborer des réponses plus efficaces.

Il rassemble des informations sur la jurisprudence et les décisions importantes aux niveaux international, européen et national, régional et local concernant les crimes et discours haineux et la discrimination à l'encontre des musulmans. Il comprend le raisonnement, les conclusions et les considérations des tribunaux, ainsi que les faits clés de chaque cas.

Il contient également les décisions pertinentes des organes nationaux, européens et internationaux de défense des droits de l'homme, les rapports, les conclusions des organes et organisations de défense des droits de l'homme et de l'égalité. De plus, les utilisateurs peuvent accéder à des recherches, des rapports, des études, des données et des statistiques sur ces questions.

En offrant une vue d'ensemble unique des services d'aide aux victimes au niveau de la rue dans les 28 États membres de l'UE, cela leur permettra également de trouver les informations, le soutien et la protection appropriés.

L'information recueillie s'étend de 2012 à 2017. Les informations sont classées par pays et par mot-clé pour faciliter leur utilisation.

L'outil s'appuie sur les travaux connexes effectués par d'autres et les complète. Il s'agit notamment des organes des Nations Unies, du Conseil de l'Europe et du système de signalement en ligne des crimes de haine du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE.

(\*) <https://fra.europa.eu/en/databases/anti-muslim-hatred/>

-----

*(Evangeliques.info/ La Croix)* – France – **Loi de 1905 : Les évangéliques entendus par la chargée des cultes au ministère de l'Intérieur.**

Le Conseil national des évangéliques de France (CNEF) a été reçu le 29 novembre par le gouvernement. Selon le journal *La Croix*, il avait récemment demandé à être associé à la réflexion concernant la révision de la loi de 1905.

Les représentants du CNEF **Etienne Lhermenault** et **Clément Diedrichs** ainsi que la juriste **Nancy Lefevre**, ont rencontré **Pauline Pannier**, conseillère chargée des cultes au sein du cabinet du nouveau ministre de l'Intérieur

**Christophe Castaner**. Selon *La Croix*, ce rendez-vous n'a été pour Clément Diedrichs que « préparatoire », en vue d'une éventuelle rencontre avec le ministre. Il a aussi permis « d'entendre les propositions (concernant le projet gouvernemental) de la bouche du Ministre, et non plus seulement par voie de presse », relate le journal.

Le CNEF ne considère pas la loi de 1905 comme une « vache sacrée », explique Clément Diedrichs au journal *La Croix*. Mais il évoque toutefois quelques craintes vis-à-vis du projet de révision de la loi. Entre autres, celle d'un « encadrement renforcé des cultes » : cette mesure concerne les cultes « récents » en particulier, à savoir les cultes musulman et évangélique.

Le Conseil français du culte musulman (CFCM) et la Fédération protestante de France (FPF) ont quant à eux déjà été entendus par Christophe Castaner. Les catholiques n'ont pas encore fixé de rendez-vous mais seront également reçus prochainement.

-----

*(Evangeliques.info)* – Monde – **Persécution : L'Alliance évangélique mondiale dénonce les persécutions des minorités.**

Lors de la 39<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'Homme, l'Alliance évangélique mondiale (AEM) a dénoncé l'augmentation des restrictions de liberté religieuse et de croyance au Népal, en Inde et au Sri Lanka.

Dans sa déclaration, l'AEM appelle les instances à conserver les questions de liberté de religion et de croyances tout en haut de leur agenda. **Wissam Al-Saliby**, un représentant de l'AEM a rappelé des faits récents : « En août 2018, le nouveau code pénal est entré en vigueur au Népal. Ce dernier place des restrictions disproportionnées concernant la liberté de croyance et de religion, condamne les tentatives de changer de religion, ce qui viole le droit des communautés religieuses à partager leur foi. »

Il a également rappelé qu'en Inde, plusieurs états ont adopté la loi anti-conversion, une violation de la liberté de religion, alors même que la Constitution indienne la garantit pour tous ses citoyens.

« Le mois dernier, notre alliance membre au Sri Lanka nous a informé que la Cour Suprême avait décidé que le droit de propager sa religion n'était pas protégé par la Constitution », a-t-il ajouté.

L'alliance évangélique mondiale a conclu en demandant aux trois pays concernés par son intervention de révoquer les lois violant la liberté de religion.



Préfecture de Seine-et-  
Marne